Macron, 1er président à commémorer en personne l'anniversaire de la manifestation du 17 octobre 1961 (MàJ : Repentance insuffisante selon SOS Racisme)

16/10/2021 à 23h14



Des propos « insuffisants » selon les militants

Des militants ont regretté que le président ait *« joué sur les mots »* sans réellement reconnaître, comme ils le demandent, un *« crime d'Etat »*. Que M. Macron dénonce *« les crimes inexcusables »* perpétrés cette nuit-là contre ces Algériens venus manifester pacifiquement dans la capitale contre un couvre-feu *« n'est pas suffisant »*, a déploré Rahim Rezigat, 81 ans, ancien de la Fédération de France du FLN.https://9b3a3d774128c89be12fa2ad757921a6.safeframe.googlesyndication.com/safeframe/1-0-38/html/container.html

M. Macron *« joue sur les mots par rapport à son électorat, dont les nostalgiques de l'Algérie française »*, a estimé ce

militant lors de débats organisés à Paris par SOS-Racisme et réunissant des militants de cette page sanglante de l'histoire de France et des jeunes d'Ile-de-France.

De son côté, Dominique Sopo, le président de SOS-Racisme, a souligné auprès de l'Agence France-Presse *« des avancées bienvenues »*, tout en regrettant *« la frilosité d'Emmanuel Macron »* et sa *« politique des petits pas »*.

« Le chef de l'Etat va plus loin que [François] *Hollande dans la précision des faits, mais sans nommer le colonialisme »,* et par ailleurs le *« crime est réduit à la responsabilité de Maurice Papon. Il n'était pas un Etat dans l'Etat »*, estime le dirigeant associatif, *« il y avait bien un chef du gouvernement et un chef de l'Etat qui décidaient qui était préfet de police. Papon est resté en poste jusqu'en 1967 »*, a rappelé M. Sopo.

Les propos de l'Elysée sont *« une avancée, mais c'est encore partiel. On espérait plus. Papon n'a pas agi seul. On a torturé, on a massacré au cœur de Paris et, là-haut, ils étaient au courant »*, a réagi pour sa part Mimouna Hadjam, porte-parole de l'association Africa 93 qui revendique elle aussi la *« reconnaissance d'un crime d'Etat »*.

En soirée, lors d'une mise en scène pyrotechnique organisée par SOS Racisme près du Pont Neuf, la Seine est devenue rougeoyante, des feux d'artifice ont mimé les balles tirées par la police il y a 60 ans. Puis des iris d'Alger ont symboliquement été jetés dans le fleuve.

(…) Le Monde

> *La France regarde toute son Histoire avec lucidité et reconnaît les responsabilités clairement établies. Les crimes commis la nuit du 17 octobre 1961, sous l'autorité de Maurice Papon, sont inexcusables pour la République. Aux victimes, nous rendons aujourd'hui hommage. pic.twitter.com/QnneJUyUYp*

> — Emmanuel Macron (@EmmanuelMacron) October 16, 2021

Macron dénonce des "*crimes inexcusables pour la République*".

Le chef de l'Etat "*a reconnu les faits : les crimes commis cette nuit-là sous l'autorité de Maurice Papon sont inexcusables pour la République*", a indiqué l'Elysée dans un communiqué AFP.

"*La France regarde toute son Histoire avec lucidité et reconnaît les responsabilités clairement établies*", a ajouté la présidence française à l'issue d'une cérémonie officielle pour les 60 ans du massacre des Algériens du 17 octobre 1961 à Paris.

AFP

> *Alors que l'#Algérie nous insulte tous les jours, Emmanuel #Macron continue à rabaisser notre pays.*
>
> *Ces repentances à répétition deviennent insoutenables et attentent à l'image de la France ! https://t.co/MTtBsWhZkA*
>
> — Marine Le Pen (@MLP_officiel) October 16, 2021

Emmanuel Macron présidera ce samedi à Colombes (Hauts-de-Seine) la cérémonie commémorant le 60e anniversaire de la répression sanglante d'une manifestation d'Algériens, le 17 octobre 1961, en présence de familles des victimes.

[…]

Présent ce samedi à la cérémonie du 60e anniversaire au Pont de Bezons à Colombes (Hauts-de-Seine), par lequel passèrent des hommes, femmes et enfants habitants du grand bidonville voisin de Nanterre pour aller à la manif, Emmanuel Macron sera le premier président à commémorer en personne cette date funeste, en présence notamment de familles de victimes.

Le chef de l'État, qui ne prononcera pas de discours mais publiera un texte à l'issue de la cérémonie, « ira plus loin », promet un conseiller de l'Élysée sans en dire plus… Le même assure cependant qu'il n'y aura ni excuses ni demande de pardon, contrairement au récent geste à l'endroit des harkis. Explication ? « La manière dont les harkis ont été traités résulte d'un choix politique mis en œuvre par les organes de l'État, il y a donc eu demande de pardon – acceptée de bon cœur – pour ce que la République leur a infligé. Le 17 octobre 1961, il s'agissait de faits de violences dans le contexte du couvre-feu imposé aux *Français musulmans d'Algérie* : le préfet de police Papon avait certes la main mais pas l'ordre de tirer sur les manifestants », justifie l'Élysée. Le texte écrit par Macron pourrait d'ailleurs mentionner le rôle de la préfecture de police de Paris.

[…]

Le Parisien

En Lien :

> *Manifestation interdite du 17 octobre 1961 à Paris : ce qui s'est vraiment passé – https://t.co/uMqZMR3soL pic.twitter.com/Y2w0MHuDSr*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) October 16, 2021*

Bernard Lugan : "cette version des événements du 17 octobre 1961 à Paris relève de la légende et de la propagande" — https://t.co/ew4qBt0jzf pic.twitter.com/7veZ8GFH7Q

— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) October 16, 2021